



---

**Allocution de Son Altesse royale  
la Princesse Muna Al-Hussein  
à la Soixante et Unième Assemblée mondiale de la Santé**

**Genève, mardi 20 mai 2008**

Monsieur le Président, Madame le Directeur général, Mesdames et Messieurs les Ministres de la Santé, Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de féliciter le Président de l'Assemblée pour son élection à ce poste et de remercier le Dr Chan pour m'avoir invitée à participer à ce prestigieux rassemblement annuel des ministres de la santé du monde et des délégués des Etats Membres de l'OMS.

C'est la deuxième fois que je participe aux travaux de l'Assemblée mondiale de la Santé. La première fois, il y a deux ans, j'ai pris la parole devant la Commission A en qualité de marraine de l'OMS pour les soins infirmiers et obstétricaux. Je suis par conséquent très honorée d'être à nouveau ici et de m'adresser à cette illustre assemblée.

Cette année marque le soixantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la Santé et je souhaiterais à cette occasion présenter mes félicitations aux Etats Membres et au Secrétariat de l'OMS. Cette Organisation a avancé à pas de géant pour servir ses Etats Membres au cours des six dernières décennies et ses réussites sont multiples. Je suis vraiment fière de collaborer étroitement avec l'Organisation mondiale de la Santé et d'avoir le privilège de voir continuellement l'excellente contribution qu'apporte l'OMS au secteur de la santé, non seulement dans mon pays mais dans d'autres également. Je suis sûre que je me fais l'écho de sentiments que vous partagez tous en affirmant combien est crucial le travail de l'Organisation pour la santé mondiale et en faisant part de ma reconnaissance pour le dévouement de son personnel. Cette Organisation vous appartient à tous, et c'est vous tous qui la gouvernez. A ce titre, il en va de notre responsabilité collective de veiller à ce qu'elle puisse bénéficier de notre soutien et soit en mesure de travailler efficacement pour relever les défis majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle dans le domaine de la santé.

Mesdames et Messieurs,

Le monde d'aujourd'hui se trouve confronté à de graves problèmes sanitaires malgré les grandes avancées de la médecine et des sciences de la santé, les progrès remarquables accomplis pour lutter contre les principales maladies et problèmes sanitaires, et l'augmentation générale de l'espérance de vie.

Ce sont pourtant des millions de personnes qui meurent encore de maladies évitables telles que le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme et les infections respiratoires. La dénutrition est responsable

d'un tiers des décès chez les enfants et contribue largement à la charge mondiale de morbidité. Les incapacités, la morbidité et les décès dus aux maladies cardio-vasculaires, au diabète et au cancer augmentent également rapidement et de façon persistante dans le monde entier.

Un autre sujet de préoccupation tient au fait que les progrès pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé piétinent dans de nombreux pays, ce qui est inacceptable. Tandis que certaines nations sont sur la bonne voie, d'autres progressent trop lentement et d'autres encore sont même en train de régresser. Les ressources attribuées à la santé restent toujours limitées, 20 % de la population mondiale souffrant de la pauvreté. L'impact funeste du changement climatique et les effets de l'augmentation des prix des produits alimentaires se traduisent par la faim et deviennent encore plus graves à l'échelle internationale, avec des conséquences sérieuses sur la santé. Les conflits et les autres crises continuent à perturber et à mettre à rude épreuve les systèmes de santé ; ils ont un impact négatif énorme sur la santé dans de nombreuses régions du monde, et en particulier dans ma région.

Les deux catastrophes naturelles qui ont récemment frappé le Myanmar et la Chine ont bouleversé le monde. Seules la solidarité et la coopération internationales aideront ces deux pays à faire face de manière efficace aux conséquences qui en résulteront pour la santé.

Il s'agit là de quelques-uns des exemples des défis complexes que les pays, l'OMS et ses autres partenaires dans le domaine de la santé doivent relever alors que l'Organisation fête son soixantième anniversaire. Il faut, pour ce faire, concevoir une approche globale en matière de santé, plutôt que de mettre seulement l'accent sur les soins. Il faut aussi une volonté solide de s'attaquer aux déterminants socio-économiques de la santé, une collaboration plus solide avec les secteurs extérieurs à la santé, des alliances plus efficaces et nouvelles, une coordination plus étroite entre les partenaires mondiaux de la santé, et des systèmes de santé à l'efficacité beaucoup plus grande.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Mon travail à l'OMS a été essentiellement axé sur le renforcement du personnel de santé, en particulier dans le domaine des soins infirmiers et obstétricaux. Les défis que nous devons relever dans le domaine des ressources humaines pour la santé sont énormes. Selon les estimations de l'OMS, il manque, au niveau mondial, 2,4 millions de médecins, d'infirmières et de sages-femmes. Ce problème est aggravé par le fait que presque tous les pays souffrent d'une mauvaise répartition du personnel médical, concentré dans les zones urbaines et trop rare dans les zones rurales.

La formation est incomplète et les compétences cliniques souvent insuffisantes. En conséquence, dans de nombreuses parties du monde, les soins de santé se caractérisent par une couverture et une qualité des services irrégulières, un manque d'accessibilité des services, en particulier pour les populations pauvres et défavorisées, une utilisation inefficace des ressources humaines limitées, des fonds publics fréquemment destinés à des services dont le rapport coût/efficacité est médiocre, et un financement disproportionné des interventions relevant des soins tertiaires aux dépens des soins primaires.

Dans le secteur public, les populations sont fréquemment confrontées à un personnel peu motivé dont la formation est insuffisante, ainsi qu'à des temps d'attente très longs, un manque de fournitures et de médicaments, et l'absence de confidentialité ou d'intimité. Dans le même temps, il est fréquent qu'il n'y ait aucune réelle coordination avec le secteur privé, qui se développe rapidement dans de nombreux pays, et il n'est pas rare qu'aucun suivi approprié n'existe pour empêcher les interventions inutiles et l'exploitation financière.

Ces contraintes, entre autres, constituent des problèmes qu'il faut résoudre moyennant un fort engagement politique, des stratégies efficaces et des alliances de grande envergure. Il est urgent et vital de penser les interventions à une plus grande échelle. L'OMS révisé actuellement sa stratégie concernant les soins de santé primaires pour lesquels le renforcement des ressources humaines nécessite un travail important.

En Jordanie, nous avons fait d'importants progrès dans la préparation des professionnels de la santé, en particulier pour ce qui est des soins infirmiers et obstétricaux, et dans la revalorisation de leur rôle pour le développement de la santé au niveau national. De nouvelles écoles de médecine et d'infirmières ont été créées, proposant une formation de haut niveau avancée dans ces domaines. Nous mettons en oeuvre plusieurs initiatives pour répondre aux besoins sanitaires de la population et nous apportons notre aide et notre étroite collaboration à d'autres pays de la Région dans les domaines de la mise au point de stratégies, de la formation et du renforcement des capacités. Il est indéniable que les progrès obtenus dans le développement des ressources humaines ont contribué de manière significative à l'amélioration remarquable des indicateurs de la santé dont la Jordanie a bénéficié au cours des trois dernières décennies.

Je suis venue aujourd'hui vous faire part de cette conviction qui est la mienne : le personnel de santé doit figurer en bien meilleure place dans les priorités des ministères de la santé, des représentants des professions médicales et des autres responsables politiques. Au cours des ans, il est apparu à maintes reprises que le facteur déterminant essentiel du développement des ressources humaines dans de nombreux pays est l'importance attachée à cette question par ceux qui se trouvent au plus haut niveau de l'Etat et des ministères de la santé et de l'éducation.

Il est clair que, lorsqu'il existe un engagement politique, le processus de développement dans son ensemble se trouve facilité et les objectifs sont atteints. Le renforcement des ressources humaines pour la santé est à la base de toute amélioration des soins et une condition indispensable pour une meilleure efficacité des soins de santé primaires.

Dans l'allocution que j'ai prononcée il y a deux ans devant la Commission A, j'ai souligné qu'il fallait de toute urgence procéder à un examen critique de la situation dans les domaines de la planification, du développement et de la gestion des ressources humaines. La planification doit prendre en compte le suivi de l'offre et de la demande, l'amélioration du recrutement, la fidélisation, le déploiement et l'examen des modalités de travail.

Comment pouvons-nous tenter de renforcer les systèmes de santé sans nous attaquer à la crise des ressources humaines ? Concrètement, si nous ne sommes pas en mesure d'élaborer et de mettre en oeuvre des stratégies et des plans efficaces, nous mettrons sérieusement en péril toute initiative visant à renforcer les soins de santé primaires ainsi que la réalisation des objectifs nationaux en matière de santé. Dans de nombreux pays, la première chose qui peut et doit être faite consiste à mener une évaluation rigoureuse de la situation actuelle en matière de développement des ressources humaines, qu'il s'agisse de politique, de capacités, de formation ou de gestion des résultats.

J'attends avec impatience de savoir quel sera le suivi donné au *Rapport sur la santé dans le monde, 2006* et de voir davantage de progrès dans le renforcement du personnel de santé. Il n'y a pas de meilleur investissement que celui pour la santé et l'éducation. Cela est vrai pour tous les pays sans exception, et je suis convaincue qu'investir dans le personnel de santé permettra d'obtenir les meilleurs résultats.

Excellences, Mesdames et Messieurs les délégués,

Vous devrez cette année vous pencher sur un ordre du jour très chargé, dans lequel sont abordés de nombreux problèmes sanitaires graves, tels que la grippe pandémique, le Règlement sanitaire international, les maladies non transmissibles, le changement climatique et la santé, la vaccination, les objectifs du Millénaire pour le développement et les ressources humaines. J'aimerais vous faire part de mes réflexions sur quelques-uns des points à l'ordre du jour.

L'évolution actuelle dans les domaines de la nutrition et de la santé de la mère et de l'enfant est tout simplement inacceptable. L'absence de progrès suffisants dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé est décevante, en particulier compte tenu de l'existence d'interventions d'un bon rapport coût/efficacité. Toutefois, considérons la situation actuelle comme une **possibilité de changement** et une occasion de mettre en oeuvre ces interventions sur une plus grande échelle.

Les pays à faible revenu doivent bénéficier d'une aide beaucoup plus vigoureuse pour répondre à cette évolution dangereuse qui sape le développement mondial et représente une grave menace pour la sécurité mondiale et régionale. Des exemples montrent clairement, y compris dans ma propre Région, qu'une aggravation de la situation sanitaire et l'absence de services essentiels, alliées à la pauvreté et au chômage, forment le terreau des conflits et des troubles civils. Les gouvernements sont **largement responsables** : ils doivent accroître, de façon considérable et rigoureuse, leurs efforts pour fournir de meilleurs services d'éducation et de santé, et pour donner aux femmes les moyens d'agir, afin de sauver des enfants et de prévenir les décès maternels pendant ou à la suite de l'accouchement. Les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier ceux qui ont trait à la santé, resteront hors d'atteinte tant qu'une attention plus grande ne sera pas accordée à la nutrition et à la santé de la mère et de l'enfant. Alléger le double fardeau de la malnutrition permettra également d'avoir une incidence sur la lutte contre les maladies chroniques telles que les maladies cardio-vasculaires et le diabète. Actuellement, la science apporte la preuve qu'une mauvaise nutrition au cours de la grossesse et des premiers mois de la vie prédisposent ultérieurement au diabète, à l'hypertension artérielle et aux maladies cardio-vasculaires.

Ces problèmes de santé majeurs sont devenus les principales causes de morbidité et de mortalité dans mon pays ; les maladies cardio-vasculaires et le cancer sont responsables à eux seuls de près de 50 % de tous les décès. Il s'agit de priorités essentielles dans nos plans de développement de la santé au niveau national. Des études menées en Jordanie au cours de la dernière décennie montrent que l'obésité augmente rapidement, que l'activité physique diminue et que l'hypertension artérielle, le diabète et les troubles apparentés touchent désormais jusqu'à 25 % de la population adulte. Je suis par conséquent heureuse de voir que cette session de l'Assemblée mondiale de la Santé débattera d'un plan visant à aider les Etats Membres à prévenir et à lutter contre les maladies non transmissibles.

Excellences, Mesdames et Messieurs les délégués,

De grandes possibilités vous sont offertes pour investir davantage dans le développement de la santé. Avec l'Organisation mondiale de la Santé, les autres institutions des Nations Unies et les principales parties prenantes dans ce domaine au niveau mondial, vous pouvez jouer un rôle majeur en joignant vos efforts pour faire de ce monde un monde meilleur – un monde où les populations peuvent jouir de leurs droits fondamentaux à une meilleure santé et vivre en harmonie et dans la sécurité.

Je vous remercie.

= = =